

BF ENERGIE 2
Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros
Siège social : 9A Rue René Char
21000 DIJON

STATUTS

LES SOUSSIGNEES :

- La **Société BF Holding**, Société à Responsabilité Limitée au capital social de 550.000 Euros, ayant son siège social 11 rue Martin Lévêque – 21110 AISEREY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Dijon sous le numéro 539 752 709, représentée par son gérant Monsieur Bruce FEBVRET,

- La **Société SICAE EST**, Société coopérative d'intérêt collectif agricole à forme anonyme à capital variable au capital social de 37.000 Euros, ayant son siège social 9 avenue du Lac – 70000 VESOUL, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous numéro 815 680 277, représentée par son Directeur général Monsieur Christophe JOUGLET,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société par actions simplifiée devant exister entre les propriétaires des actions créées lors de la constitution et en cours de vie sociale.

ARTICLE 1 – FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet l'administration, la construction et l'exploitation par location ou toute autre manière de toutes installations de production d'énergie, notamment d'origine photovoltaïque et plus généralement basées sur les énergies renouvelables, et toutes activités annexes s'y rapportant.

ARTICLE 3 – DENOMINATION

La dénomination sociale est BF ENERGIE 2.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 9A Rue René Char – 21000 DIJON.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société reste fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidées par la collectivité des associés.

ARTICLE 6 – APPORTS

Il est effectué à la présente société, à sa constitution, uniquement des apports en numéraire, correspondant au montant nominal des CENT (100) actions de DIX EUROS (10 €) chacune, composant le capital social originaire.

Ces actions de numéraire ont été régulièrement souscrites et libérées intégralement à la constitution, ainsi que le constate le certificat établi par le dépositaire X le X.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à MILLE EUROS (1.000 €).

Il est divisé en CENT (100) actions de DIX EUROS (10 €) chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités, prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme.

Lorsque l'Assemblée Générale décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit préférentiel à la souscription de ces actions est réservé, dans les conditions légales, aux propriétaires des actions existantes. Toutefois, par dérogation expresse à l'article L. 228-11, alinéa 5 du Code de commerce, les actions de préférence sans droit de vote auxquelles est attaché un droit limité de participation aux dividendes, aux réserves ou au partage du patrimoine en cas de liquidation conserveront leur droit préférentiel de souscription.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et l'Assemblée Générale qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si l'Assemblée Générale ou, en cas de délégation le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel,

proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'Assemblée Générale délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de CINQ (5) ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de CINQ (5) ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs QUINZE (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DES ACTIONS

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

Dans le cadre des opérations sur les titres de la Société, les termes « mouvement de titres » correspond à toutes les opérations suivantes : cession, donation, apport, apport partiel d'actif,

fusion et d'une façon générale à toutes mutations de la propriété ou de la jouissance d'actions en tout ou en partie même en ce qui concerne les droits démembrés, même entre associés, aux gages d'actions, aux adjudications publiques volontaires ou forcées, aux cessions, donations ou apports de droits préférentiels de souscription, aux cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, en cas de mutation d'actions de la Société par voie de succession, en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées, de liquidation de communauté de biens entre époux ainsi qu'aux cessions ou donations d'actions à un conjoint, à un ascendant ou à un descendant, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société.

En cas de mouvement de titres, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

ARTICLE 12 - AGREMENT

Tous les mouvements de titres composant le capital social de la Société sont soumis à l'agrément préalable de l'Assemblée Générale, sauf s'ils sont réalisés entre associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec avis de réception une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

Les héritiers ou ayants droits devront notifier leur demande d'agrément dans les TROIS (3) mois suivant le décès ou la liquidation de communauté, à défaut leurs demandes seront nulles et ils n'auront droit qu'à la valeur des titres.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à l'unanimité des associés.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec avis de réception. À défaut de notification dans les QUATRE (4) mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de QUATRE (4) mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

À défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de QUATRE (4) mois à l'issue duquel la Société est tenue de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital soit par un associé ou par un tiers soit avec le consentement du cédant par la Société en vue d'une réduction du capital, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause est nulle.

ARTICLE 13 – PREEMPTION

1. Toute cession des actions de la Société est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés qu'elle soit réalisée entre associés ou non, et ce, dans les conditions ci-après.

Les associés s'interdisent de transmettre tout ou partie des titres de la société dont ils sont ou seront propriétaires directement ou indirectement, sans les offrir au préalable aux autres associés dans les conditions précisées ci-après.

2. L'associé Cédant notifie au Président et à chacun des associés par lettre recommandée avec avis de réception son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de la notification de l'associé Cédant fait courir un délai de CINQ (5) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le Cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de respecter la procédure d'agrément.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de préemption est exercé par notification au Président QUATRE (4) mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

4. À l'expiration du délai de QUATRE (4) mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de CINQ (5) mois fixé au 2 ci-dessus, le Président doit notifier à l'associé Cédant par lettre recommandée avec avis de réception les résultats de la préemption.

5. Toute cession réalisée en violation de cette clause est nulle.

ARTICLE 14 – CLAUSE D'AUTOLIMITATION

L'associé Société d'économie mixte local à forme anonyme COTE D'OR ENERGIE signataire des statuts précise que sa participation au capital de la Société ne pourra en aucun cas dépasser le seuil de 50 % du capital de ladite Société.

Commenté [PF1]: Cette clause sera ajoutée à l'entrée de la SEML au capital

ARTICLE 15 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société.

ARTICLE 16 – REMUNERATION DES CAPITAUX

Clause de versement de dividendes

Les associés s'engagent à tout mettre en œuvre pour que sous réserve de l'existence d'un bénéfice distribuable au sens de la loi et des règlements, l'assemblée générale ordinaire annuelle approuvant les comptes de l'exercice précédent, décide d'affecter le résultat à la distribution de dividendes sous réserves des sommes nécessaires pour assurer l'exploitation normale de la Société, ses perspectives de croissance et les contraintes imposées par les établissements financiers lui ayant apporté leur concours.

ARTICLE 17 – DIRECTION DE LA SOCIETE

Président

Le Président de la Société est une personne physique et est désigné par décision collective des associés prise à l'unanimité des associés.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président est nommé avec ou sans limitation de durée.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de SIX (6) mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée avec avis de réception.

Le Président peut être révoqué à tout moment par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un associé et statuant à l'unanimité des associés, sans motivation et sans indemnité.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants : interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite.

L'Assemblée générale ordinaire des associés détermine à l'unanimité des associés la rémunération du Président et la modifie s'il y a lieu.

Le Président représente la Société à l'égard des tiers dans le respect de l'étendue de ses pouvoirs attribués en vertu des statuts mais ne la dirige pas.

Les dispositions des statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Une ou plusieurs personnes physiques peuvent être désignées par décision collective des associés prise à l'unanimité des associés pour assister le Président dans ses fonctions. Elle(s) porteront le titre de directeur général.

Le(s) directeur(s) général(aux) pourra être lié à la Société par un contrat de travail.

Dans l'acte de nomination qui fera l'objet de publications légales, les associés à l'unanimité fixent la durée des fonctions et l'étendue des pouvoirs du directeur général. Dans les rapports

avec les tiers, le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à l'Assemblée Générale, au Directeur général opérationnel et au Directeur général financier.

L'Assemblée générale ordinaire des associés détermine à l'unanimité des associés la rémunération du directeur général et la modifie s'il y a lieu.

Le directeur général peut-être révoqué à tout moment par décision de la collective des associés prise à l'initiative d'un associé et statuant à l'unanimité des associés, sans motivation ni indemnité.

Direction opérationnelle

Le Directeur général opérationnel de la Société est désigné par décision collective des associés prise à l'unanimité des associés.

Le Directeur général opérationnel est nécessairement une personne physique. Son mandat est renouvelable sans limitation.

Le Directeur général opérationnel est nommé avec ou sans limitation de durée.

Les fonctions de Directeur général opérationnel prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur général opérationnel peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de SIX (6) mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur général opérationnel démissionnaire.

La démission du Directeur général opérationnel n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée avec avis de réception.

Le Directeur général opérationnel peut être révoqué à tout moment par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un associé et statuant à l'unanimité des associés, sans motivation et sans indemnité.

En outre, le Directeur général opérationnel est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants : interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite.

Les pouvoirs du Directeur général opérationnel sont limités par l'objet social et les pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts aux Directeurs généraux, au Directeur général financier et à l'Assemblée Générale. L'Assemblée générale ordinaire des associés détermine à l'unanimité des associés la rémunération du directeur général opérationnel et la modifie s'il y a lieu.

Le Directeur général opérationnel représente la Société à l'égard des tiers dans le respect de l'étendue de ses pouvoirs attribués en vertu des statuts. Le Directeur général opérationnel a seul dans la Société le pouvoir d'engager opérationnellement la Société. À ce titre, le Directeur général opérationnel prendra toutes les dispositions nécessaires y compris signer des contrats pour mener à bien les projets individualisés, dans le cadre de l'objet social de la Société et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts aux Directeurs généraux, au Directeur général financier et à l'Assemblée Générale.

Le Directeur général opérationnel pourra être lié à la Société par un contrat de travail.

Direction financière

Le Directeur général financier de la Société est désigné par décision collective des associés prise à l'unanimité des associés.

Le Directeur général financier est nécessairement une personne physique. Son mandat est renouvelable sans limitation.

Le Directeur général financier est nommé avec ou sans limitation de durée.

Les fonctions de Directeur général financier prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur général financier peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de SIX (6) mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur général financier démissionnaire.

La démission du Directeur général financier n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée avec avis de réception.

Le Directeur général financier peut être révoqué à tout moment par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un associé et statuant à l'unanimité des associés, sans motivation et sans indemnité.

En outre, le Directeur général financier est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants : interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite.

Les pouvoirs du Directeur général financier sont limités par l'objet social et les pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts aux Directeurs généraux, au Directeur général opérationnel et à l'Assemblée Générale.

L'Assemblée générale ordinaire des associés détermine à l'unanimité des associés la rémunération du directeur général et la modifie s'il y a lieu.

Le Directeur général financier représente la Société à l'égard des tiers dans le respect de l'étendue de ses pouvoirs attribués en vertu des statuts. Le Directeur général financier a seul

dans la Société le pouvoir de réaliser un paiement pour le compte de la Société. Le Directeur général financier a seul dans la Société le pouvoir de signer pour le compte de la Société tout emprunt et d'accorder les garanties financières y afférentes. Le Directeur général financier est le seul dans la Société détenteur des moyens de paiement et de leurs moyens d'activation de la Société.

Le Directeur général financier pourra être lié à la Société par un contrat de travail.

Réunion des dirigeants

Lorsque le Directeur général opérationnel refuse de mettre tout en œuvre pour mener à bien les projets individualisés ou lorsque le Directeur général financier refuse de faire le nécessaire pour engager la Société aux fins de mener à bien les projets individualisés que le Directeur général opérationnel souhaite mettre en œuvre ou lorsque les consentements du Directeur général opérationnel et du Directeur général financier sont nécessaires pour un acte conformément aux présents statuts mais qu'ils ne sont pas réunis, les dirigeants de la Société se réunissent dans les QUARANTE-HUIT (48) heures de la saisine du Président par le Directeur général opérationnel ou par le Directeur général financier par lettre recommandée avec avis de réception adressée au siège social aux fins d'exposer les vues de chacun.

Dans le cas où aucune solution n'est adoptée à l'unanimité du Directeur général opérationnel et du Directeur général financier, le Président aura seul le pouvoir de faire le nécessaire pour mener à bien les projets individualisés sur le plan opérationnel comme financier.

ARTICLE 18 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à DIX POUR CENT (10%), s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, sont communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 19 – DECISIONS COLLECTIVES DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée Générale est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- versement de dividendes,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- transfert du siège social,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- agrément des cessions d'actions,
- inaliénabilité des actions,
- augmentation des engagements des associés,
- nomination et rémunération des dirigeants,
- révocation des dirigeants,
- modification des statuts.

ARTICLE 20 – FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 21 – CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée avec avis de réception, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de QUINZE (15) jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée avec avis de réception.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 22 – ASSEMBLEE GENERALE

Les assemblées générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné en justice à la demande de tout intéressé en cas d'urgence, soit par un ou plusieurs associés réunissant au moins CINQ POUR CENT (5%) du capital de la Société, soit à l'unanimité des associés de la Société.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite TROIS (3) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est proposé par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins DIX POUR CENT (10%) du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social TROIS (3) jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les DEUX (2) jours de leur réception et les inscrit à l'ordre du jour.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite et électronique.

Le vote à distance est autorisé par voie électronique et/ou visioconférence et/ou audioconférence.

Une feuille de présence est émargée par les associés présents (y compris à distance) et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le Président.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné à l'unanimité des associés par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 23 – REGLES DE QUORUM ET DE MAJORITE POUR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions ordinaires et les décisions extraordinaires de l'Assemblée Générale sont prises à l'unanimité des associés.

Les dirigeants exécutent les décisions de l'Assemblée Générale, du Directeur général opérationnel et du Directeur général financier.

ARTICLE 24 – PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents (y compris à distance) et représentés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 25 – DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés TROIS (3) jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les TROIS (3) derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des CINQ (5) derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 26 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée de DOUZE (12) mois, qui commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation au RCS jusqu'au 30 septembre 2020.

ARTICLE 27 – INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

À la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Le Président dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les SIX (6) mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 28 – AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé CINQ POUR CENT (5%) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le DIXIEME (10^{ème}) du capital social.

Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce DIXIEME (10^{ème}).

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 29 – PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de NEUF (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes (le cas échéant) fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou

ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite TROIS (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les CINQ (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 30 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les QUATRE (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter les associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 31 – TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord à l'unanimité de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 32 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 33 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 34 – NOMINATION DES DIRIGEANTS

Nomination du Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts pour une durée illimitée est **Monsieur Christophe JOUGLET né le ... à ... et demeurant ...**

Monsieur Christophe JOUGLET accepte les fonctions de Président et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

Nomination des Directeurs généraux

Le premier Directeur général opérationnel de la Société nommé aux termes des présents statuts pour une durée illimitée est **Monsieur Bruce FEBVRET né le... à ... et demeurant ...**

Monsieur Bruce FEBVRET accepte les fonctions de Directeur général opérationnel et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

Le premier Directeur général financier de la Société nommé aux termes des présents statuts pour une durée illimitée est **Monsieur Jean-Michel JEANNIN né le... à ... et demeurant ...**

Monsieur Jean-Michel JEANNIN accepte les fonctions de Directeur général financier et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 35 – FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS – FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la Société et notamment :

- signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- procéder à toutes déclarations auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent ;
- effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- à cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la Société présentement constituée son existence légale en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

FAIT A
LE
EN QUATRE EXEMPLAIRES ORIGINAUX

La Société BF Holding
Représentée par son gérant Monsieur Bruce FEBVRET

La Société SICAE EST
Représentée par son Directeur général Monsieur Christophe JOUGLET

PROJET